RAPPORT

Anny dencouragement T aux Armateurs Nan-

PROJET DE DÉCRET

DU COMITÉ DE COMMERCE,

Relatif à la Prime que réclament les Armateurs Français, pour la pêche de la baleine;

PAR M. EMMERY, Député du Département du Nord.

Imprimé par ordre de l'Assemblée nationale.

tric avoit engagé, en 1765, le Convernament à grandeser à quelques habitans de l'isla de Nantue, de d'us a amenque septembiende qui excellent d'us cette pache, de venir s'embler à Dankerque. Une des principales conditions du traité kerque. Une des principales conditions du traité

MESSIEURS,

Les Comités d'Agriculture, de Commerce, et de Marine avoient préparé un rapport, sous l'Assemblée constituatne, qui fixoit aux Armateurs Commerce, n°. 1.

Rare DC 141 ,F74

A ((2) 1 A

Français, pour la pêche de la baleine, la même prime d'encouragement qu'aux Armateurs Nantuckois.

Votre Comité de Commerce, Messieurs, sentant toute l'importance d'étendre et de favoriser cette branche si essentielle de l'industrie nationale, me charge, Messieurs, de vous en faire le rapport.

On a souvent entretenu l'Assemblée constituante de la pêche de la baleine. Elle n'a pas ignoré que la France, après avoir possédé presque exclusivement cette pêche, la meilleure Ecole des Marins, l'avoit perdue; ce qui avoit mis les Français dans la nécessité de tirer de l'Etranger, chaque année, pour une valeur de plus de deux millions d'huile et de fanons de baleines.

Le desir de reconquérir cette branche d'industrie avoit engagé, en 1785, le Gouvernement à proposer à quelques habitans de l'isle de Nantuckel dans l'Amérique septentrionale, qui excellent dans cette pêche, de venir s'établir à Dunkerque. Une des principales conditions du traité passé avec eux, étoit de leur payer une prime de 50 liv. par tonneau, suivant la jauge des navires baleiniers qu'ils expédieroient pour la pêche.

Plusieurs Armateurs Français, décidés à suivre la même pêche, demandent à participer à la prime dont jouissent les Nantukois en France. Votre Comité de Commerce n'a pas pensé qu'on pût mettre en question si on accorderoit à des Français, pour l'exploitation de la pêche de la baleine, les mêmes avantages que le Gouvernement avoit offerts et donnés à des Etrangers, afin de les engager à venir s'établir en France, pour en faire leur point de départ et de retour. J'ai été en conséquence chargé de vous proposer le Décret suivant:

L'Assemblée Nationale, sur le rapport de son Comité de Commerce, considérant que la pêche de la baleine est une source prospère pour la marine et le commerce de la Nation;

Considérant que tous les Citoyens de l'Empire ont droit aux mêmes encouragemens,

Décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée Nationale, après avoir rendu préalablement son Décret d'urgence, décrète:

« Que tous les Armateurs des différens ports » du Royaume, qui voudront se livrer à la pêche » de la baleine, jouiront, en observant les rè-» glemens de la navigation française, de la prime » de 50 liv. par tonneau de jauge, accordée, le » 5 Mai 1786, aux Nantukois ». Vace Comité de Commercen's pas persé qu'en pit des destroites en question si éta accert coit, à des Filles, pour l'exprenation de la picas de la baleire des métares avantages que été Convenceur aireit edières et élégaces à des l'anne est, alist de les creation d'entre et élégace à des l'anne est, alist de faire les troits de depart et de retour d'elécte et conséquence charge de vous proposér le Décret suivant : autres de vous proposér le Décret suivant :

L'Assemblée Nationale, sau le rapport de son Comi é de Commune, considérant que la pêche de la bileine est des source prospète pour la marine et le comune ce de la surion ;

Considerat, que tous les Cityrens, des Empire, ont droit aut, même encouragement,

L'Assemblée Nationala, après ande rendu préa-

late ment son Declor d'ingence, déreste:

« Que tous les Annateurs des différents perts
» du Royanne, qui voudent se livrer à la pêche
» de luthaleine, mainent, en observant les rè» de mens de la maignifica française, de la prime
» de mons de la maignifica française, de la prime
» de los live par taimean de jange, accardee, le
» de Mai 1986, aux manuacité.